

Ce mandat d'une durée de 4 ans s'est déroulé dans un contexte particulièrement difficile lié aux politiques de réductions des coûts budgétaires, à la remise en cause des droits et garanties des agents et du fonctionnement des CAP nationales.

A la DGFIP, plus de 21 500 emplois ont été supprimés depuis sa création en 2008 dont une grande partie en catégorie C et 2 130 sont encore programmées pour le 1er janvier 2019.

La politique mise en place par le nouveau Président de la République ne fait qu'accélérer et amplifier les politiques mortifères pour les citoyens et le service public. Il s'est fixé pour objectif de réduire le budget de l'État de 60 milliards et de supprimer 50 000 emplois dans la Fonction publique d'État.

Ces suppressions d'emplois entraînent les restructurations/abandons/externalisations des missions de la DGFIP.

Pour les agents, les conséquences au quotidien sont lourdes : augmentation des charges de travail, plan de congés imposé, stress, mal être, affectations remises en cause...

C'est pourquoi, les élus catégorie C de la CGT Finances Publiques placent la bataille de l'emploi, le maintien de règles de gestion les plus favorables possibles aux agents et des instances paritaires nationales qui en sont la garantie au coeur de chacune de leurs interventions.

Durant ces 4 années de mandat, les élus de la CGT ont, sans cesse, dénoncé le dogme des suppressions d'emplois et les sous-effectifs récurrents dans les services.

../.. suite pièce jointe

fichiers:



[Télécharger cr_mandat_cap_c.pdf](#) (925.58 Ko)

Public: [CAP / CCP](#)

[CAP C technique](#)

[CAP C administratif](#)

[Les élections](#)

[Elections 2018](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank